



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Royaume du Maroc**

---

### **Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental**

#### **Rapport de supervision**

#### Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 28 avril – 19 mai 2013

Date du document: Juin 2013

No. du Projet: 1338

No. du rapport: 3077-MA

Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
Département de la gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	2
C. Produits et effets	3
D. État d'avancement de l'exécution du projet	11
E. Aspects fiduciaires	13
F. Durabilité	15
G. Impacts	15
H. Conclusion	16

## Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	17
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	21
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	25
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	27
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	33
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	37
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	39

## Sigles et acronymes

AEP	Alimentation en eau potable
AGR	Activité génératrice de revenus
AMC	Association de microcrédit
ANOC	Association nationale des éleveurs d'ovins et de caprins
AT	Assistance technique
AUEA	Association des usagers de l'eau agricole
BE	Bureau d'études
CES	Conservation des eaux et des sols
CPS	Cahier des prescriptions spéciales
CT	Centre de travaux
DAO	Dossier d'appel d'offres
DDFP	Direction du développement des filières de production
DIAEA	Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole
DP	Direction du projet
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DPEFLCD	Direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification
DF	Direction financière
IGF	Inspection générale des finances
INDH	Initiative nationale pour le développement humain
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OFID	OPEC Fund For International Development
OPA	Organisation professionnelle agricole
ONEPV	Office national de l'eau potable
ONSSA	Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires
PDD	Plan de développement de douar
PDRMO	Projet de développement rural dans le Moyen Atlas oriental
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PTBA	Programme de travail et budget annuels
SAEP	Système d'alimentation en eau potable
SFDA	Société de financement du développement agricole
SMOP	Service de mise en œuvre des projets
SS	Service de support
SVA	Service de la vulgarisation et de l'appui
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UGP	Unité de gestion du projet

## A. Introduction<sup>1</sup>

1. Une mission du FIDA s'est rendue au Maroc du 28/4/2013 au 19/5/2013 pour effectuer la supervision du projet de développement rural dans le moyen Atlas Oriental.
2. La mission s'est fixée comme objectifs: i) l'examen d'ensemble de l'exécution du projet; ii) l'établissement pour chacune des composantes et sous composantes du projet, d'une situation des progrès accomplis en fonction des produits et réalisations prévus dans le cadre logique du projet; iii) l'examen pour chacune des composantes de l'état d'avancement de l'exécution du projet; iv) la mise au point sur le degré de mise en œuvre des recommandations émises lors des précédentes missions d'appui, de supervision et d'examen à mi-parcours; v) l'analyse des contraintes et propositions de solutions pour lever ses contraintes; vi) l'examen des aspects fiduciaires du projet; vii) l'appréciation du ciblage des actions du projet; viii) l'identification des innovations du projet et l'appréciation des mesures précises pour assurer leur diffusion; ix) l'appréciation des actions engagées en matière de gestion des savoirs générés par le projet; x) l'appréciation des impacts et de la durabilité; et xi) l'établissement du PSR et du cadre de résultats du projet.
3. La mission, lors de son séjour dans la province de Boulemane, qui a duré du 28/4/2013 au 19/5/2013, a tenu le lundi 29/4/2013 une réunion de travail avec les responsables de la DRA (le Directeur régional de l'agriculture et un chef de division), le Directeur du projet, les chefs services techniques de la DPA (SVA, SMOP et SS), les membres de l'UGP et l'assistance technique (AT) lors de laquelle la situation du projet a été présentée et le programme de la mission a été élaboré.
4. La mission a tenu des séances de travail avec les différents responsables de la mise en œuvre du Projet, notamment le Directeur provincial de l'agriculture, le Chef de l'unité de gestion du projet (UGP) qui est en même temps chef du SVA, le Chef du service de mise en œuvre des projets (SMOP), les responsables du service de support (SS), les membres de l'UGP et les partenaires du projet (Direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification, INDH et Direction provinciale de l'équipement), ainsi qu'avec certains bureaux d'études et entreprises.
5. La mission a, durant quatre jours<sup>2</sup>, effectué des visites de terrain dans la zone du projet pour s'enquérir de l'état des réalisations des formations, d'alphabétisation, des travaux d'infrastructures (PMH, pistes, AEP, CES, etc.), des plantations d'amandier, de développement de la production végétale, de création de groupement d'ANOC, d'améliorations pastorales, de distribution de bœufs et d'AGR et pour discuter et examiner avec les populations et leurs représentants (associations, AUEA et coopératives) les besoins, les difficultés et les propositions de solutions.
6. Le mardi 17 juillet 2012, une réunion de synthèse a été tenue à la DPA de Boulemane avec la Direction du projet, les services techniques et l'AT lors de laquelle ont été discutées les principales conclusions de la mission et les recommandations.
7. A Rabat, la mission qui a été rejointe par M. Andrea Marchetti, Chargé de dons au niveau de la Division du Contrôleur et des Services Financiers, a tenu des séances de travail avec la Direction du budget au Ministère de l'Economie et des Finances, la DIAEA et la DF sur les aspects fiduciaires et par la suite avec l'ANOC sur les conventions de partenariat qui devront être engagées avec elle. Une réunion de restitution a été tenue le 11 juin à la direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole, en présence de représentants des directions centrales concernées du MAPM, de la Direction du budget du MEF et de la DPA de Boulemane (coordinateur de l'UGP), au cours de laquelle les conclusions et recommandations de la mission ont été présentées et discutées.
8. La mission tient à remercier tous ceux qui ont contribué au bon déroulement de son travail, particulièrement la DP et ses partenaires centraux, régionaux et provinciaux.
9. Le présent rapport présente les principales conclusions et recommandations de la mission.

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: M. Mohammed Laklalech, spécialiste en organisation/gestion des projets et en zootechnie, coordonnateur de la mission, Mme Khadija Bourarach, sociologue, spécialiste en développement communautaire, genre et entreprenariat féminin, et M. Ali Lansari, spécialiste en agronomie.

<sup>2</sup> Les visites de terrain ont été effectuées simultanément par trois équipes.

## B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

10. L'exécution du projet peut, dans son ensemble, être considérée comme modérément satisfaisante vu qu'elle a connu des améliorations assez importantes en termes d'organisation, de mobilisation et d'engagement des ressources humaines et financières et de réalisations physiques. Cependant, ces avancées sans restées en deçà des niveaux souhaités pour permettre de rattraper les retards accumulés, et ce en raison des variations importantes enregistrées au niveau des réalisations entre composantes et sous-composantes. La situation des différentes composantes du projet est présentée dans ce qui suit.

11. **La composante renforcement des capacités** qui est relativement bien avancée, n'a pas connu de changements notables, exception faite des formations des organisations professionnelles (OPA) dont le nombre est passé de 3 à 9 sessions réalisées entre la mission d'examen à mi-parcours et fin avril 2013.

12. **La composante aménagements et infrastructures socio-économiques** a enregistré des améliorations très importantes. Les niveaux de réalisation sont passés, entre la mission d'examen à mi-parcours et la présente mission, pour les khetaras, de 37% à 76% (762 ml), pour les séguías, de 22% à 43% (45,4 km), pour les seuils de dérivation, de 6 à 9, pour les pistes, de 0% à 32% (37,16 km), pour les systèmes d'adduction d'eau potable (SAEP), de 0 à 5 systèmes en cours de réalisation et 16 en cours de lancement, pour la stabilisation des berges, de 9200 à 11330 m<sup>3</sup>, et pour les plantations fruitières et la conservation des eaux et des sols (CES), de 0 à 240 Ha.

13. **La composante intensification et diversification de la production agricole** a connu des réalisations limitées. Elles ont porté essentiellement sur la distribution de plants fruitiers qui sont passés de 73.500 à 127.700 plants, soit une augmentation de 75%, l'engagement d'une convention de partenariat pour l'irrigation de 5 ha en goutte à goutte, l'élaboration de 4 conventions de partenariat avec l'association nationale ovine et caprine (ANOC) pour la création de 4 nouveaux groupements, l'engagement d'un marché pour la plantation de 200 ha en Atriplex, la distribution de 133 géniteurs pour atteindre 308 géniteurs, soit une augmentation de 76% et la réalisation de plusieurs sessions de formation au profit des agriculteurs. Cependant, les autres actions relatives aux plantations, aux démonstrations, aux formations, à l'amélioration pastorale et sylvo-pastorale et à la santé animale connaissent toujours des retards liés à l'insuffisance des ressources humaines affectées au projet et à la difficulté de mise en œuvre de certaines de ces activités.

14. **La composante appui aux services financiers et promotion de la micro entreprise** a connu un début de réalisation grâce à l'engagement du contrat d'assistance technique (note méthodologique élaborée et travaux de terrain en cours de lancement).

15. **La composante coordination et gestion du projet** se poursuit normalement et les réalisations ont porté sur la poursuite de l'assistance technique, l'engagement d'un marché de formation au profit du personnel et la réalisation de travaux de construction d'une salle de réunion. En termes de réalisations financières, des améliorations importantes ont été enregistrées en ce qui concerne: i) les crédits cumulés délégués qui sont passés de 153 millions de Dh en 2012 à 236,93 millions de Dh, soit une augmentation de 55%, ii) les engagements qui sont passés de 86,5 à 142,27 millions de Dh, soit 65% de plus et 26,58 millions de Dh en cours d'engagement, iii) les paiements qui sont passés de 35 à 60,33 millions de Dh, soit 71% de plus. Cependant, en ce qui concerne les décaissements, et malgré les efforts entrepris, le taux de décaissement pour le prêt FIDA reste faible: il est passé de 20,55 % à 26,37%.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mobiliser les cadres de la DPA pour la supervision et le suivi des techniciens de l'AT responsables du développement de la production agricole	DP	15/6/2013
Activer la mise en œuvre des travaux d'amélioration pastorale et sylvo-pastorale	DP	15/6/2013
Activer le paiement des prestations pour l'amélioration des taux de paiement	DP	Continu
Activer la transmission des relevés de dépenses par la DPA et des demandes de décaissement par la DB	DP et DB	Continu

## C. Produits et effets

16. **Composante renforcement des capacités.** La mise en œuvre de cette composante est modérément satisfaisante. En effet, elle est relativement avancée en termes de réalisations physiques, mais pas en termes d'accompagnement des bénéficiaires et de leurs organisations, ce qui ne dégage pas un impact significatif sur le renforcement des capacités locales tel que prévu par le projet, et ce pour des raisons d'insuffisance dans les ressources humaines, les formations, l'organisation des populations et l'encadrement des équipes de terrain.

17. *Sous-composante approche participative et mobilisation des populations.* L'absence d'animateurs/trices ou d'agents de développement handicape le travail de proximité concernant principalement la mobilisation et l'organisation des bénéficiaires. Le constat actuel est que même si l'approche adoptée est basée sur la demande et sur la vérification des critères d'éligibilité, la population n'est pas suffisamment impliquée et encadrée au cours de la mise en œuvre pour assurer une appropriation garantissant la durabilité. L'insuffisance de la communication autour du projet et de l'encadrement de proximité est davantage marquée suite au détachement des Centres de travaux (CT) des Directions provinciales de l'agriculture (DPA), avec la création de l'Office national du conseil agricole (ONCA), notamment pour ce qui concerne: i) le renforcement des capacités des bénéficiaires; ii) le suivi de la création des OP et des associations; iii) le suivi des actions initiées par les CT: activités génératrices de revenus (AGR), micro-entreprises, vulgarisation, sensibilisation et essais de démonstration. Il est à souligner que l'équipe du projet ne dispose pas d'un sociologue ou d'un agent de développement spécialisé en organisation professionnelle. Ces insuffisances ont engendré également un retard dans les activités en relation avec la préservation et la réhabilitation des ressources naturelles, les AGR, l'organisation des voyages, la valorisation des infrastructures en cours, notamment la petite et moyenne hydraulique (PMH) et la garantie de la durabilité des ouvrages (abreuvement, AEP, PMH, etc.). Or, lors de l'examen à mi-parcours, la mission avait déjà recommandé de remédier aux insuffisances en animateurs et d'affecter des techniciens (DPA et assistance technique) pour: i) mobiliser les populations concernant les actions qui nécessitent de la communication et de la sensibilisation, ii) accélérer l'appui à la création des associations communautaires là où elles n'existent pas et redynamiser celles qui existent déjà mais qui ne jouent pas leur rôle; iii) procéder à l'accompagnement de l'ensemble des organisations; iv) lancer un programme de communication autour du projet; v) renforcer les formations et les voyages d'échanges, etc.

18. *Sous-composante autonomisation des organisations.* En raison des insuffisances en ressources humaines dédiées à l'organisation et à l'encadrement des bénéficiaires dans la gestion de leurs actions, l'autonomisation des organisations (quand elles existent) est encore à un niveau modérément insatisfaisant, alors que le projet est dans une phase cruciale nécessitant une appropriation de ses réalisations par les bénéficiaires. Il est donc important de mobiliser des agents dédiés pour renforcer davantage les capacités des populations à travers un encadrement de proximité qui devra se focaliser sur: i) la mobilisation sociale pour l'organisation à la base (coopératives et associations pour gérer les actions mises en place par le projet); ii) l'intensification de la formation personnalisée en plus de la formation classique prévue dans le cadre du projet; et iii) le renforcement de l'adhésion pour certaines actions d'ordre environnemental et social, et surtout, l'encadrement de proximité des organisations afin qu'elles puissent mieux s'approprier leurs projets et atteindre l'autonomisation.

19. *Sous-composante alphabétisation fonctionnelle.* Le programme d'alphabétisation a connu un arrêt pendant la campagne 2012/2013. Par rapport aux prévisions du projet, les réalisations sont à 48%. L'association Al Hadaf, responsable de l'alphabétisation, devra achever les contrats déjà initiés avec le projet (23 classes). Cependant, certaines clauses de la convention, dont les modalités de paiement et la prise en charge d'un auditeur assermenté, ont constitué un handicap financier pour l'ONG et l'ont empêché de poursuivre les formations (problème de préfinancement des monitrices dont l'association ne dispose pas). Pour résoudre ce problème, la mission a participé à une réunion

en présence des deux parties. Les points de désaccord ont été examinés et des solutions ont été trouvées.

20. Il est à préciser que l'impact de l'alphabétisation est satisfaisant. En effet, l'ONG a pu sensibiliser les femmes, lors des séances d'alphabétisation, sur le travail collectif et a pu ainsi créer 15 coopératives pour lesquelles elle a cherché un partenaire qui financera le renforcement de leurs capacités. Ceci a augmenté, d'une part, l'adhésion et l'intérêt des femmes pour les cours d'alphabétisation et a initié, d'autre part, l'idée d'entreprendre chez les femmes.

21. *Sous-composante formation.* Par rapport aux réajustements apportés lors de l'examen à mi-parcours, les activités de formation prévues dans la composante renforcement des capacités, concernaient, en dehors des cours d'alphabétisation: i) l'organisation de 12 ateliers d'information et de sensibilisation (à raison d'un atelier par commune); ii) l'organisation de 18 sessions de formation pour les associations et les coopératives; iii) l'organisation de 12 voyages d'échanges; iv) l'organisation de deux foires locales pour la promotion des produits de terroirs; et v) la création d'un site web. De l'ensemble de ces activités, seules 6 sessions de formation sont en cours de réalisation.

22. Le marché qui a été attribué en 2012 concernant la formation est en cours d'exécution. Il concerne 33 sessions réparties sur 12 thèmes différents. La mission a tenu une réunion avec le prestataire et a été informée du bon déroulement de ces sessions et du nombre important de participants. La forte participation montre l'intérêt que portent les bénéficiaires aux formations mais également s'explique par la qualité des prestations. Cependant, le prestataire n'a pas remis les supports pédagogiques à la Direction du projet (DP) pour examen, avis et validation avant leur distribution.

23. Lors des entretiens effectués avec les populations, il a été relevé un fort besoin en formation et en renforcement des capacités chez les populations.

24. Les principales mesures convenues pour la composante sont les suivantes:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer l'encadrement de proximité des bénéficiaires et de leurs organisations en désignant des agents par zone et en fixant un programme d'encadrement et de suivi des organisations	DP	Fin juin 2013
Intensifier les réalisations prévues par le projet en matière de renforcement des capacités des organisations afin d'atteindre une autonomisation avant la fin du projet	DP	Fin juin 2013 et continu
Tenir une réunion avec la Direction de l'ONCA pour mobiliser les CT dans la réalisation du Projet	DIAEA/DP/ONCA	Fin juin 2013
Engager une convention de partenariat avec l'ONCA pour le renforcement de l'encadrement de proximité de la population	MAPM/DP/ONCA	Fin septembre 2013
Reprendre l'activité d'alphabétisation avec la même ONG en respectant les recommandations discutées	DP	Juillet 2013 et continu
Lancer une quatrième convention pour l'alphabétisation associée aux AGR et aux micro-entreprises,	DP	Fin juillet 2013
Examiner et valider les supports pédagogiques des formations avant le lancement des sessions afin de mieux orienter les intervenants	DP	Fin juin 2013
Faire une évaluation à la fin de l'ensemble des sessions en cours. Les conclusions peuvent servir pour améliorer les prochains CPS de formation.	DP	A la fin de la formation en cours:

25. **Composante aménagements et infrastructures socio-économiques.**

26. *Sous-composante petite et moyenne hydraulique.* Lors de la mission d'examen à mi-parcours, les quantités des différentes activités de PMH n'ont pas été modifiées et comprennent: i) les études et l'assistance techniques; ii) les travaux (aménagement d'1 km de khetaras et de 3 sources et points d'eau, construction de 19 ouvrages de dérivation et revêtement de 106 km de séguis); et iii) les formations au profit des associations des usagers d'eau agricole (AUEA).



27. A la date de cette mission de supervision, les réalisations de la sous-composante sont comme suit: i) les études techniques sont totalement achevées et l'assistance technique est fonctionnelle et performante; ii) la formation de 50% des AUEA restantes est prévue dans le PTBA 2013, mais non encore entamée; iii) au niveau des travaux, les aménagements de points d'eau ont dépassé les prévisions de 33% (4 points d'eau ont été réalisés) et 4 autres sont prévus dans le PTBA 2013). Le taux de réalisation des khetaras a atteint 53 % des prévisions et les 47 % restants sont programmés dans le PTBA 2013. Pour ce qui concerne les ouvrages de dérivation, 9 ouvrages sur les 19 prévus (soit 47%) ont été réalisés et 9 autres sont prévus dans le PTBA 2013, ce qui laissera un seul ouvrage pour 2014. Le revêtement des séguias a atteint 43% des réalisations. Le reste est prévu dans le PTBA 2013 pour atteindre 100% d'ici la fin de l'année.

28. En guise de conclusion, les réalisations de la sous-composante PMH sont satisfaisantes. En effet, cette sous-composante avance bien et si le PTBA 2013 est respecté, il ne restera qu'un seul seuil de dérivation à réaliser en 2014.

29. Les différents travaux réalisés par l'équipe du projet et son AT sont de qualité irréprochable aussi bien sur le plan matériaux et conception que sur le plan qualitatif. Deux faiblesses sont à relever: i) certains ouvrages de dérivation et séguias ont été réalisés sur des sites dont les superficies à irriguer sont restreintes ou dont les systèmes de culture sont à prédominance céréalière, ce qui ne valorise pas l'investissement financier; ii) plusieurs sites n'ont ni AUEA ni aucune autre forme d'OP pour l'entretien des réseaux d'irrigation, et pour la plupart des sites visités sur le terrain, les séguias ne sont pas entretenues convenablement. Ceci met à risque le bon fonctionnement et la durabilité des infrastructures.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en valeur les périmètres de PMH à système de culture céréalière dominant pour valoriser les aménagements réalisés en introduisant des espèces arboricoles inscrites dans le projet	SVA/SMOP	2013/2014
Activer la mise en place et la formation des AUEA en ciblant les périmètres aménagés où il n'y a pas d'OP pour la gestion et l'entretien des réseaux.	SMOP	2013
Délimiter les périmètres de PMH pour connaître les superficies irriguées et déterminer les gains en quantité d'eau après aménagement	SMOP	2013/2014

30. *Sous-composante pistes rurales.* Cette sous-composante a connu des améliorations sensibles en termes d'identification des pistes à aménager, d'études d'exécution des pistes, de préparation des dossiers d'appel d'offres et de réalisation des travaux. En effet, sur les 114 km prévus, les réalisations ont porté sur: i) l'étude de 84 km par la DPA et le bureau d'études (BE), le reliquat de 30 km est en cours de réalisation par le BE; ii) le lancement des marchés pour 84,43 km de pistes (soit 74%) dont 68 km sont engagés et en cours de réalisation; et iii) la réalisation des travaux sur 37,16 km (soit 32,6%).

31. La mission souligne les efforts entrepris par la DP (SMOP) et l'assistance technique en termes: i) d'identification des pistes répondant aux critères d'éligibilité; ii) d'engagement des communes rurales (CR) pour la prise en charge de la maintenance des pistes (des conventions de partenariat sont signées entre la DP et les communes rurales bénéficiaires); iii) d'élaboration des études d'exécution des pistes; iv) de préparation des dossiers d'appel d'offres et d'engagement des marchés; v) de suivi et de réalisation des travaux dont le taux est passé de 0% en juillet 2012 à 32,6% en fin avril 2013; vi) de qualité des travaux. En effet, à travers les visites de terrain, la mission souligne que la qualité est globalement satisfaisante, exception faite de quelques tronçons très limités où existent de grosses pierres et parfois des nids de poules qui nécessitent des réfections; vii) de mobilisation des partenaires. En effet, certaines pistes sont réalisées en partenariat avec les CR, les collectivités provinciales et/ou la Direction provinciale de l'équipement, ce qui a permis un meilleur taux de couverture des douars et des populations et une meilleure efficacité de la sous-composante. Lors de la réunion tenue à la Direction précitée, la responsable chargée des pistes a exprimé sa satisfaction

quant au choix des pistes retenues par le projet et à la qualité des travaux et a formulé sa disposition à poursuivre les efforts afin de renforcer la complémentarité et la synergie avec le projet.

32. Vu la qualité des pistes réalisées et les demandes formulées par la population pour le revêtement des pistes, la mission reconduit la recommandation de la mission d'examen à mi-parcours pour la mobilisation de crédits supplémentaires à partir du fonds de développement rural (FDR) pour le revêtement de ces pistes.

33. *Sous-composante AEP.* La sous-composante alimentation en eau potable a connu, durant l'année 2012 et début 2013, des avancées importantes en termes d'identification et d'étude des systèmes d'adduction d'eau potable, ainsi qu'en ce qui concerne le lancement des appels d'offres et la réalisation des travaux. Sur les 14 douars prévus par le RE et les 88 douars ayant exprimé leur besoin de bénéficier de l'AEP dans les plans de développement de douars (PDD), la DP a lancé les travaux pour 9 SAEP, a engagé les marchés pour 14 SAEP et a lancé les appels d'offres pour 2 SAEP, soit un total de 25 SAEP en cours de réalisation ou de lancement, ce qui représente plus de 178 % de ce qui est prévu.

34. Lors de la visite de terrain, la mission a pu s'enquérir des efforts entrepris par la DP pour assurer une large couverture des besoins des douars en ciblant des SAEP ne nécessitant que des travaux complémentaires avec de faibles coûts d'investissement et/ou des SAEP à réaliser dans le cadre de partenariat avec d'autres intervenants, notamment les collectivités provinciales. Ces efforts devront se traduire par une meilleure synergie et efficacité des travaux d'AEP. En effet, le coût des 25 SAEP reste inférieur à celui prévu pour les 14 AEP prévues dans le RE. Cette démarche converge avec la recommandation formulée lors de la mission d'examen à mi-parcours pour renforcer la complémentarité avec l'Office national de l'eau potable (ONEP).

35. La mission souligne la nécessité de poursuivre les efforts nécessaires pour l'encadrement et la formation des associations qui prendront en charge la gestion des SAEP et de la signature des conventions de partenariat avant l'engagement des travaux. Ces deux recommandations sont indispensables pour assurer la durabilité des SAEP réalisés.

36. *Sous-composante conservation des eaux et des sols.* Les réajustements de la mission d'examen à mi-parcours ont arrêté les quantités des actions de la sous-composante CES de la façon suivante: i) les études techniques porteront sur la correction des ravins et la stabilisation de berges et sur les micro-bassins versants, ainsi que sur le recrutement d'une AT et le suivi d'impact annuellement; ii) les travaux englobent 33200 m<sup>3</sup> de stabilisation de berges, 16800 m<sup>3</sup> de correction de ravins, 317 ha de cordons en pierres par épierrage, 300 ha de confection de murettes en pierres, 3000 ha de plantations fruitières et de CES et 1500 m<sup>3</sup> de citernes de captage des eaux de pluie; iii) les formations incluant des journées de sensibilisations (60 jours) et de démonstration (60 jours) pour les agriculteurs, et des séances (24) de formation et voyages d'études (4) pour le personnel.

37. A la date de la mission, le niveau des réalisations est modérément satisfaisant et la qualité des réalisations est irréprochable. Si le PTBA 2013 est respecté et réalisé d'ici la fin de l'année, le niveau de réalisation sera satisfaisant.

38. En effet, pour ce qui est des études et appui techniques, l'AT prévue est présente et active, les études techniques sont complètement achevées et le suivi d'impact se réalise annuellement comme prévu.

39. Concernant les formations, rien n'est prévu dans le PTBA 2013 alors que les formations du personnel ne sont qu'à 33% de réalisation et aucun voyage d'étude n'a été réalisé, tandis que les agriculteurs n'ont bénéficié que de 6 journées de sensibilisation sur les 60 prévues et aucune journée de démonstration n'a été réalisée sur les 60.

40. Pour ce qui est des travaux, des avancées majeures depuis la mission d'examen à mi-parcours en juillet 2012 ont été faites au niveau de la stabilisation des berges et du captage des eaux souterraines. Ainsi, les réalisations sont comme suit: i) la stabilisation des berges est à 37%. Si les prévisions du PTBA 2013 sont respectées, le taux de réalisation atteindra 80%; ii) les citernes pour le

captage des eaux souterraines sont à 27% des prévisions. Le PTBA 2013 prévoit la réalisation de la totalité du programme avec même un dépassement de 6% d'ici la fin de l'année; iii) les plantations d'amandier en CES sont les moins avancées avec la plantation de 240 ha (10,7%), sur les 2240 ha prévus. Le PTBA 2013 prévoit la plantation de 850 ha, ce qui portera le taux de réalisation à 36% d'ici la fin de l'année; iv) les actions de correction des ravins, confection de murettes et confection de cordons de pierres par épierrage des parcelles n'ont pas été prévues dans le PTBA 2013 et sont restées à leurs taux de réalisation de la mi-parcours, soit respectivement à 52%, 37% et 0%.

41. Les visites de terrain ont permis de constater que les travaux de protection des berges ont été réalisés de façon satisfaisante et que leur emplacement a été bien étudié et permet de protéger des terrains agricoles ou des réseaux d'irrigation. Dans certains cas, les agriculteurs ont repris l'exploitation de leurs terres après la protection des berges à risques. Toutefois, il faut souligner l'existence de difficultés majeures qui pénalisent la sous-composante CES et qui se situent à deux niveaux: i) le très faible taux de réussite des plantations d'amandier: en effet, le taux de réussite varie entre 12% et 60% en fonction des différents sites visités; les résultats les plus médiocres sont ceux observés sur les sites situés dans des environnements non favorables à l'amandier en pluvial (c'est le cas des C.R d'El Mers et de Serghina). Par ailleurs, le manque de mobilisation des entreprises de travaux pour le suivi et l'entretien convenable des nouvelles plantations est l'une des causes principales de ce faible taux de réussite. Une réunion à cet effet, a été tenue au siège de la DPA avec les entreprises pour établir une feuille de route à suivre pour gérer les contrats et éviter les erreurs; ii) les actions de correction de ravins, de réhabilitation ou confection de murettes et d'épierrage n'ont pas été programmées, car pour le choix des sites, elles nécessitent une plus forte mobilisation et sensibilisation des populations. Le retard accusé en 2013 dans l'identification des sites des travaux à réaliser aura une conséquence négative sur leur programmation dans le PTBA de 2014.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Reconsidérer le choix des zones d'implantation de l'amandier en bour. Les zones défavorables sont les CR Enjil, El Mers et Sarghina, et les zones potentielles sont Ait Ouallagh (CR de Talzemt), Ait Abid (CR Ait Bazza) et la CR d'Almis.	SVA	2013
Mobiliser et suivre rigoureusement les entreprises pour les inciter à respecter les clauses et le timing de réalisation des prestations des marchés de travaux	SVA	2013
Identifier les sites ( <u>favorables</u> ) où les plantations des 850 ha d'amandier prévus pour 2013 seront réalisées	SVA	2013
Identifier les sites des actions de correction de ravins de murettes et de cordons en pierres	SMOP	2014
Elaborer un programme pour la mise en œuvre des actions de sensibilisation et de démonstration en matière de CES au profit des agriculteurs	SMOP	2013

#### 42. Composante intensification et diversification de la production agricole

43. Sous-composante développement de la production végétale. La mission d'examen à mi-parcours 2012 avait réduit sensiblement les quantités des actions de la sous-composante développement de la production végétale. Les quantités qui avaient été retenues sont comme suit: i) plantations arboricoles: 175 ha d'amandier en bour, 100 ha d'olivier, 300 ha de rosacées à pépins et 340 ha de rosacées à noyau; ii) safranières: 20 ha; iii) parcelles pilotes de démonstration: 4 sites arboricoles et 3 safranières, 10 essais de maraîchages, 10 essais de cultures céréalières et légumineuses, et 20 ha de démonstration goutte- à- goutte; iv) unité pilote de concassage des amandes pour démonstration de la valorisation des produits; v) formations: 38 sessions pour les agriculteurs et 28 pour le personnel de la DPA et CT; vi) voyages d'études: 14 pour les agriculteurs et 26 pour les cadres et techniciens; et vii) convention de recherche-développement.

44. En raison de la faiblesse des réalisations physiques en ce qui concerne les essais pilotes de démonstration à l'amont et à l'aval des productions, la mission a mis l'accent, lors de ses visites de terrain, sur les distributions de plants. Ces visites ont permis de constater que la qualité des plants

distribués aux agriculteurs cette année est meilleure par rapport à celle de l'année dernière. En effet, les taux de réussite pour les pommiers, les cerisiers et les abricotiers sont autour de 95%, sauf pour le prunier à Almis qui est à 50% de réussite à cause d'une défaillance d'entretien. Des plantations d'abricotier de l'année dernière à Oulad Ali ont commencé à fructifier. La faiblesse observée réside au niveau du manque d'entretien de la plupart des nouvelles plantations par les bénéficiaires, couplée au manque de suivi par l'AT et les techniciens de la DPA. Par ailleurs, les visites de terrain n'ont pas permis d'observer d'adoption par les agriculteurs des résultats des essais des cultures annuelles de l'année passée.

45. Les formations techniques qui ont été assurées cette année sont de bonne qualité. Un entretien avec quelques bénéficiaires a permis de juger du bon niveau d'assimilation de l'essentiel des formations. Toutefois, des agriculteurs de certains villages enclavés ou à accès difficile, tels Lgoufah et Amane Labad, ont affirmé n'avoir jamais bénéficié de formation.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Lancer les appels d'offres pour l'acquisition des plants avant fin juin pour capitaliser sur une offre plus large dans les pépinières	SVA	Fin premier semestre 2013
Assurer un suivi et une sensibilisation des bénéficiaires pour l'entretien des plants distribués	SVA	Continu
Valoriser par les distributions de plants arboricoles les périmètres de PMH aménagés et à système de culture à dominance céréalier	SVA	2013/2014
Programmer les formations techniques en priorité dans les villages enclavés et ayant bénéficié des travaux de PMH et où l'arboriculture est importante (CR Oulad Ali pour l'olivier et le grenadier) et les villages où l'introduction arboricole est récente (CR Almis)	SVA	2013/2014
Elaborer d'urgence un plan d'action pour la mise en œuvre des essais pilotes de démonstration	SVA	2013
Statuer sur la convention R/D avec l'INRA et rechercher le cas échéant un autre prestataire, privé de préférence	SVA	2013

46. Sous-composante amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage. La situation d'avancement de cette sous-composante est modérément satisfaisante. Certaines activités ont connu des niveaux de réalisation satisfaisants, alors que d'autres connaissent toujours des retards.

47. L'état d'avancement de cette sous-composante se présente comme suit:

- L'amélioration pastorale** enregistre toujours des retards en dépit des recommandations et ajustements faits lors de la mission d'examen à mi-parcours. En effet, les principales réalisations sont les suivantes: i) l'étude sur la caractérisation des écosystème sylvo-pastoraux n'est pas encore achevée et connaît des difficultés avec le BE; ii) les points d'eau pour l'abreuvement du cheptel ont été lancés (19 points d'eau), parmi lesquels 4 sont achevés, 5 sont en cours d'exécution et 10 en cours d'identification; iii) un marché de plantation de 200 ha d'Atriplex a été engagé, mais les travaux ne sont pas encore lancés en dépit du fait que les périmètres sont identifiés et délimités. Lors d'une réunion tenue avec le chef de l'entreprise, ce dernier s'est engagé à entamer les travaux dans les meilleurs délais et la DPA devra notifier l'ordre de service de commencer les travaux incessamment. Pour ce qui concerne le reliquat du programme, soit 800 ha, il est en cours d'identification. Il y a lieu de signaler que lors des visites de terrain, les éleveurs ont manifesté un grand intérêt pour ce type d'action; iv) environ 1200 ha de mise en défens sur les 10.000 ha retenus par la mission d'examen à mi-parcours ont été identifiés avec l'appui de la mission, le reliquat n'est pas encore identifié en dépit de la demande et de l'engagement des nouabs des groupements ethniques et des élus des CR. Le retard dans la réalisation de ce programme s'explique essentiellement par la non disponibilité d'un zootechnicien ou d'un pastoraliste de la DPA qui devrait superviser et appuyer les deux techniciens de l'AT pour la réalisation de ces actions.

- **L'amélioration sylvo-pastorale** a connu des retards importants depuis le démarrage du projet et le programme a été réajusté lors de la mission d'examen à mi-parcours à 200 ha d'amélioration sylvo-pastorale, 100 ha de reboisement, 30 000 plants pour les plantations énergétiques et la distribution des fours améliorés. Pour rattraper ces retards, la Direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification (DPEFLCD) a identifié les sites et a élaboré les dossiers d'appel d'offres (DAO) pour les travaux d'amélioration sylvo-pastorale et de reboisement, a établi les caractéristiques techniques pour les fours améliorés (deux types de fours sont proposés et retenus, les fours individuels à gaz et les fours collectifs à bois à titre démonstratif) et s'est engagée à préparer les plants énergétiques.
- **Les activités de développement de l'élevage** se sont poursuivies normalement avec: i) l'identification de 4 nouveaux groupements ANOC dont les projets de conventions de partenariat sont préparés et devront être finalisés incessamment avec l'intégration de deux activités complémentaires, à savoir l'appui à l'approvisionnement des éleveurs en aliments de bétail et l'acquisition des produits vétérinaires avec la réalisation de campagnes prophylactiques; ii) l'acquisition et la distribution de 133 béliers au profit des éleveurs des groupements ANOC. Cependant, les actions de santé animale (vaccination des ovins et traitement des ruches) ainsi que l'acquisition des ruches n'ont pas été lancées vu que les crédits n'ont pas été délégués. Lors des réunions tenues avec la DP, la Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole (DIAEA) et l'ANOC, il a été convenu de charger l'ANOC de l'acquisition des vaccins et du traitement du cheptel des éleveurs des groupements ANOC dans le cadre des conventions en cours d'engagement et d'examiner les possibilités de délégation de crédits pour l'acquisition de ruches sur d'autres lignes budgétaires, notamment celles de la Direction de développement des filières de production (DDFP).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Affecter un zootechnicien pour l'aspect développement de l'élevage et un pastoraliste pour l'amélioration sylvo-pastorale avec une responsabilisation des deux techniciens de l'AT par zone et l'élaboration de programmes de travail mensuels qui doivent être suivis par la DP	SVA	Début juin et continu
Engager les travaux de 200 ha de plantation d'Atriplex dans les meilleurs délais	SVA	Avant fin juin 2013
Poursuivre la délimitation des périmètres de mise en défens et engager la procédure de délimitation et de mise en défens des 800 ha délimités	SVA	Avant fin juin 2013
Délimiter le reliquat des périmètres de plantation (800ha) et lancer les marchés y afférents	SVA	Avant fin juin 2013
Assurer le suivi régulier des actions réalisées selon le modèle de fiche de suivi élaborée par la MEMP	SVA	Continu
Déléguer, dans la mesure du possible, les crédits nécessaires pour l'acquisition de ruches sur d'autres lignes budgétaires	SVA	Avant fin juin 2013
Intégrer les actions de santé animale (vaccination et traitement des ovins) dans les conventions de partenariat qui sont en cours d'engagement avec l'ANOC	SVA	Avant fin juin 2013
Procéder à un virement des crédits nécessaires pour l'achat des produits de traitement contre la varroas	SVA	Avant fin juin 2013

48. **Composante appui aux services financiers et promotion de la micro-entreprise.** Les réajustements de l'examen à mi-parcours ont concentré les efforts sur la création d'AGR et de micro-entreprises nouvelles et la consolidation des anciennes parmi les plus prometteuses ainsi que leur accompagnement.

49. L'avancement de cette composante est toujours non satisfaisant. En effet, à cette date, seule l'AT pour l'étude sur l'identification et l'accompagnement des organisations professionnelles et des

AGR porteuses a été engagée et le prestataire a remis la note méthodologique. Les formations prévues pour cette composante n'ont pas encore été réalisées et les conventions avec les associations partenaires ne sont pas établies. Par ailleurs, les 29 AGR qui ont été réalisées par les CT dans le cadre du projet ne sont pas suivies.

50. La mission a examiné la note méthodologique et a tenu une réunion avec l'AT au cours de laquelle la mission a rappelé les objectifs du projet et les critères de ciblage du FIDA qui doivent être respectés. En dehors des livrables, le défi est de faire respecter les critères d'éligibilité pour le choix des groupements porteurs de micro entreprises, l'engagement de ces derniers, la mobilisation des ressources financières après les études de faisabilité et d'assurer la formation personnalisée et l'accompagnement tout au long du processus. Par ailleurs, la mission a souligné au prestataire ce qui est attendu à travers les formations personnalisées et l'accompagnement. Globalement, le prestataire devra: i) lancer les enquêtes et remettre une note méthodologique plus détaillée, en tenant compte des remarques de la mission et en indiquant la démarche, les indicateurs et les conditions d'accès aux appuis du projet; ii) démarrer les phases de l'étude simultanément quand la nature des phases le permet; iii) ne pas attendre la finalisation du rapport de diagnostic participatif pour lancer les premières AGR; iv) respecter l'équilibre entre les anciennes AGR et micro-entreprises et les nouvelles à créer (voir rapport de la mission d'examen à mi-parcours). La création de nouvelles AGR (15 anciennes parmi les plus performantes); v) mieux gérer les profils des spécialistes en fonction des AGR et des micro-entreprises sélectionnées; vi) revoir le timing; vii) appuyer les porteurs des AGR et micro-entreprises dans la recherche de financements pour drainer des fonds des autres acteurs (Société financière de développement agricole (SFDA), Fonds de développement agricole (FDA), fondation Mohamed V pour la solidarité, Initiative nationale de développement humain (INDH), conseil provincial, DRA, ONG nationales et internationales, etc.).

51. Dans le cadre du renforcement des capacités pour la mise en place des AGR et des micro entreprises, la mission recommande l'accélération de la mise en œuvre des conventions avec les associations pour le revolving fund, tel que prévu dans le rapport de la mission d'examen à mi-parcours. Ces fonds doivent, en principe, être accordés à des associations qui ont déjà montré leurs compétences dans l'encadrement et justifient d'une expérience assez longue dans le développement local. La mission suggère l'association féminine de Ait Hamza et l'association Al Hadaf. Les conventions de partenariat avec ces associations doivent être engagées dans les meilleurs délais.

52. Par ailleurs, deux associations seront encouragées à travers des appuis prévus dans les composantes aménagement et infrastructures socio-économiques, intensification et diversification de la production agricole. Ces appuis sont destinés à créer des coopératives et/ou à développer des projets intégrés pour leurs populations). Il s'agit de l'association féminine de Serghina et l'association d'Od. Hssain. Les justificatifs de ces appuis sont détaillés dans les documents de la mission d'examen à mi-parcours. Comme pour les deux premières associations, la concrétisation des conventions avec ces deux associations doit être réalisée dans les meilleurs délais.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Tenir une réunion avec la SFDA au niveau central pour arrêter les modalités d'intervention dans le financement des besoins des petits agriculteurs de la zone du projet	DIAEA/DP/SFDA	Fin juin 2013
Remettre une note méthodologique plus détaillée, en tenant compte des remarques de la mission et en indiquant la démarche, les indicateurs et les conditions d'accès aux appuis du projet	AT	Avant 15 juin 2013
Démarrer les phases de l'étude d'une manière simultanée quand la nature des phases le permet et ne pas attendre la finalisation du rapport de diagnostic participatif pour lancer les premières AGR.	AT	Avant 15 juin 2013
Appuyer les porteurs des AGR et micro-entreprises dans la recherche de financements auprès d'autres acteurs (SFDA, FDA, Fondation Mohamed V et INDH, Conseil provincial, DRA, ONG nationales et internationales, etc.)	AT et DP	Dès les premières identifications des AGR et micro entreprises jusqu'à la fin du projet.
Etablir les conventions avec les associations partenaires pour le développement des AGR	DP	Avant 15 juin 2013
Réaliser des sessions de formation, incluant le recyclage, autour de thèmes relatifs à la création et à la gestion des micro-entreprises	DP	Fin 2013

## D. État d'avancement de l'exécution du projet

53. **Composante organisation et gestion du projet.** La performance de gestion du projet est considérée comme modérément satisfaisante en raison de certaines améliorations enregistrées au niveau de la gestion des ressources humaines mais qui restent insuffisantes, de l'élaboration des dossiers d'appel d'offres, de l'engagement et du paiement des prestations et du suivi de certaines actions.

54. En termes de gestion, et grâce aux efforts déployés par le MAPM, la DP, l'AT et l'appui du FIDA, des améliorations sensibles ont été enregistrées en ce qui concerne: i) le renforcement des ressources humaines de la DPA qui ont été appuyées sensiblement par l'AT; ii) l'élaboration des PTBA dans les délais et des dossiers d'appel d'offres avant la fin de l'année 2012; et iii) l'engagement et le paiement des prestations et travaux réalisés qui ont enregistré des augmentations sensibles.

55. Cependant, en termes d'encadrement et de suivi des actions, la situation est variable selon les composantes et les actions. En effet, pour la composante infrastructures, les réalisations ont été très satisfaisantes en raison de la mobilisation à la fois du service technique et de l'assistance technique, alors qu'au niveau des composantes développement de la production agricole et promotion de la micro-entreprise, des retards sont enregistrés du fait du manque de ressources humaines au niveau de la DP et ce en raison, d'une part, de la non affectation des spécialistes-matières au projet (le zootechnicien et l'agronome de la DPA n'assurent pas la mission d'encadrement et de supervision des techniciens d'élevage et d'horticulture relevant de l'AT et le spécialiste de la micro-entreprise n'est pas encore mobilisé par l'AT) et d'autre part, du détachement des CT qui n'assurent plus les missions d'animation et d'encadrement. Cette situation est aggravée par la défaillance de l'organisation au niveau du Service de vulgarisation agricole et d'appui (SVA) dont le personnel n'est pas responsabilisé et ne dispose pas de plan de travail pour les actions dont il a la charge.

56. En ce qui concerne la coordination, elle est assurée par le comité national de pilotage qui tient régulièrement ses réunions annuelles et par des réunions de l'unité de gestion du projet (UGP) avec les services techniques en général une fois par mois ainsi qu'à travers des réunions avec la DRA. Cependant, le comité provincial de développement rural qui a été remplacé par le comité technique provincial n'a pas tenu de réunion durant l'année 2012.

57. Les réalisations concernant la composante organisation et gestion du projet ont porté essentiellement sur la poursuite de l'assistance technique, l'engagement d'un marché de formation au profit du personnel et la réalisation de travaux de construction d'une salle de réunion.

58. En termes de réalisations financières, des améliorations importantes ont été enregistrées en ce qui concerne les crédits cumulés délégués qui ont atteint 236,4 millions de Dh, les engagements qui ont atteint 142,3 millions de Dh et les paiements qui ont atteint 60,33 millions de Dh.

59. Concernant les moyens de fonctionnement, la direction du projet dispose des moyens de fonctionnement nécessaires pour ce qui concerne le mobilier, le matériel informatique, le carburant et les fournitures. Cependant, le projet continue de souffrir de l'insuffisance des moyens de transport, surtout en véhicules tout-terrain (les véhicules prévus en 2012 n'ont pu être acquis en raison du rejet du contrat d'achat de véhicules par les finances). En contrepartie, le projet a bénéficié de deux véhicules utilitaires qui ont été affectés par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime (MAPM) et de quatre véhicules tout-terrain qui sont mobilisés par l'assistance technique). En ce qui concerne les indemnités de déplacement, elles restent insuffisantes et sont attribuées par le MAPM d'une manière forfaitaire sans prendre en considération la charge de travail du personnel du projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Assurer une meilleure organisation de la DP et de l'AT à travers l'établissement de décisions qui responsabilisent les cadres de la DPA et de l'AT	DPA	Avant le 15/6/2013
Etablir des programmes de travail mensuels et assurer leur suivi par la DP	DP	Continu

60. Système de suivi-évaluation. A cette date, le projet ne dispose pas d'un système de suivi-évaluation. De plus, seule l'étude SYGRI de référence a été réalisée. L'étude de l'état de référence adaptée aux activités du projet n'a pas été effectuée.

61. Le suivi des actions n'est pas réalisé, pourtant la mission d'examen à mi-parcours avait souligné l'importance du suivi et avait remis un modèle de fiche de suivi. A cette date, il n'existe pas d'informations précises sur les effets et impacts des interventions du projet, le niveau de performance des organisations de base et sur leur capacité à assurer la durabilité des réalisations. Par ailleurs, le nombre de bénéficiaires par action n'est pas inventorié pour déduire le nombre global des bénéficiaires du projet.

62. En conséquence, la mission recommande ce qui suit:

- mettre en place un système de suivi et instruire régulièrement les fiches de suivi par action,
- suivre le nombre de bénéficiaires qui devra être rapporté par action tout en précisant le genre (hommes, femmes),
- mettre en place un SIG pour mieux visualiser les actions dans l'espace et déduire les effets de l'intégration;
- mettre en place un système de suivi-évaluation qui permette d'avoir des données, aussi bien sur les réalisations physiques, que sur les effets et impacts des interventions du projet, notamment en termes de gains acquis à travers ces interventions (économie de l'eau du fait des travaux de PMH, temps et coût de transport du fait des pistes, gains en temps de collecte de l'eau pour l'AEP, gains en superficies du fait des travaux de protection des berges, etc.) de création d'emplois, d'amélioration des rendements et des revenus, etc..

63. Cohérence entre le PTBA et l'exécution. La cohérence entre le PTBA et l'exécution est jugée satisfaisante. En effet, des efforts importants ont été enregistrés en matière de préparation et d'engagement des actions prévues dans le PTBA et les actions prévues et recommandées par la mission d'examen à mi-parcours ont été lancées et engagées avant la fin de l'année 2012.

64. Efficacité du ciblage. L'efficacité du ciblage est globalement jugée modérément satisfaisante. Le ciblage des bénéficiaires est bien mené par l'équipe du projet. Cependant, il faudra améliorer davantage le choix des sites des actions afin que celles-ci soient en cohérence avec la vocation de l'espace et la faisabilité technique et socio-économique.

65. Partenariat. La situation en matière de partenariats n'a pas changé depuis la mission d'examen à mi-parcours. Les partenariats avec les communes rurales et les organisations de base (AUEA, associations) ont été établis mais leur fonctionnalité n'est pas encore effective étant donné que les réalisations sont récentes et/ou en cours. Par contre, les acteurs locaux ont privilégié une convergence territoriale et une synergie sur le terrain avec l'INDH et les Eaux et Forêts. Certains partenariats commencent à se concrétiser, notamment pour les AGR, les pistes et l'AEP.

66. Afin d'activer la signature de la convention-cadre entre le projet et les services techniques provinciaux et l'INDH, conformément aux recommandations de la mission d'examen à mi-parcours, une réunion a été tenue avec la Division des affaires sociales (DAS), et il a été convenu que la mission contribue à l'élaboration du projet de convention. Celui-ci sera élaboré et transmis à la DP pour validation et signature par les parties concernées.

67. La prise en compte de l'équité hommes-femmes est modérément satisfaisante. Cette prise en compte de l'équité risque d'être affectée suite au détachement des CT de la DPA. En effet, ces structures de proximité avaient une démarche gendrisée pour toutes les activités dont elles étaient responsables (AGR, formation, voyages, séances de sensibilisation).

68. Cependant, en dehors des activités menées antérieurement par les CT, le nombre des bénéficiaires n'est pas décliné distinctement selon le genre (nombre de femmes et nombre d'hommes), ce qui ne permet pas d'avoir une visibilité sur la prise en compte de l'équité pour l'ensemble des activités du projet.



69. **Recommandations:** i) renforcer l'encadrement et la mobilisation des femmes; et ii) décliner les listes des bénéficiaires selon le genre.

70. **Lutte contre la pauvreté.** En ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, elle est considérée à ce stade comme modérément satisfaisante. En effet, les populations ciblées sont des petits agriculteurs généralement pauvres et ce en raison de la prédominance des petites exploitations agricoles dans la zone du projet et des femmes sans revenus. Néanmoins, étant donné que la réalisation des actions a pris du retard, les impacts commencent à peine à apparaître, notamment au niveau de l'amélioration des conditions de vie (pistes) et de l'amélioration des revenus à travers les AGR, les groupements ANOC, les pistes, la PMH et les formations. En effet, la majorité des agriculteurs ayant bénéficié de ces actions soulignent l'amélioration de leurs revenus sans pour autant pouvoir les quantifier.

71. **Innovations et leçons apprises.** Les principales innovations notées, à ce stade du projet, sont:

- l'externalisation de l'alphabétisation à une ONG locale, ce qui est une réussite du projet;
- la valorisation de l'alphabétisation à travers la création et le renforcement de coopératives féminines grâce à l'appui d'un autre partenaire mobilisé par l'association Al Hadaf;
- la conditionnalité des AGR par le suivi de l'alphabétisation pour les porteurs d'AGR et de micro-entreprises (femmes et hommes);
- la mobilisation d'une assistance pour l'appui à la gestion et à la mise en œuvre du projet;
- l'introduction de la culture de Safran.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en place un système de suivi-évaluation qui permette la collecte de données sur les réalisations physiques, le nombre de bénéficiaires (hommes et femmes) et l'évaluation des effets et impacts du projet, notamment en termes de création d'emplois, d'amélioration des rendements, d'augmentation des revenus, et de gains acquis par les diverses interventions du projet.	DP	Fin juin 2013 et jusqu'à l'achèvement du projet

## E. Aspects fiduciaires

72. **Gestion financière.** Globalement, la gestion financière peut être considérée comme modérément satisfaisante. Elle a connu une certaine amélioration cette année en termes de mobilisation des ressources financières, d'engagement et de paiement des dépenses, de passation de marchés, de transmission des relevés de dépenses, de tenue des registres et d'archivage. Cependant, la situation des décaissements reste préoccupante.

73. En effet, conformément aux recommandations des missions du FIDA et grâce aux efforts déployés par le MAPM et la DP, il a été procédé à: i) l'élaboration de la totalité des DAO de l'année 2012 et même une partie de ceux prévus en 2013 et à leur lancement et engagement; ii) la délégation des crédits nécessaires dont le montant cumulé est passé de 153 millions de Dh en 2012 à 236,93 millions de Dh, soit une augmentation de 55%, iii) l'engagements des crédits dont le montant est passé de 86,5 en 2012 à 142,27 millions de Dh en 2013, soit 65% de plus, ajoutant à ces crédits engagés le montant des marchés en cours d'engagement dont le montant a atteint 26,58 millions de Dh; iv) le paiement des travaux et services dont le montant est passé de 35 à 60,33 millions de Dh, soit 72% de plus; v) la transmission régulière des relevés de dépenses; et vi) l'archivage des dossiers selon les modèles recommandés par les missions du FIDA.

74. Cependant, la mission relève le retard important enregistré en ce qui concerne les décaissements pour le prêt FIDA et OFID, et ce malgré les efforts entrepris. En effet, le taux de décaissement reste faible: il est passé de 20,55 % à la date de la mission d'examen à mi-parcours à 26,37%.

75. **Décaissements.** Concernant la situation des décaissements, elle reste insatisfaisante. En effet, et en dépit des améliorations enregistrées en termes de mobilisation des ressources financières

et d'engagement, le taux de décaissement pour les deux prêts reste faible par rapport aux prévisions du RE. La situation des décaissements au 30/4/2013 se présente comme suit: i) pour le prêt FIDA, le montant décaissé n'a pas dépassé 37.716.953,48 Dh, y compris le montant de l'avance (10.000.000 Dh), soit l'équivalent de 4.623.736 USD et 2.966.466,48 DTS, ce qui représente 26,37% du montant total du prêt. Ce montant devra connaître une sensible amélioration avec le décaissement de 9.184.278,648 Dh en cours de traitement (5.926.097,49 Dh au niveau de la DB (demande de décaissement n° 8), 398.900 Dh au niveau de la DP et 2.859.281,158 chez le FIDA (demande de décaissement n° 6) mais nécessitant des pièces justificatives, soit l'équivalent de 713.619,16 DTS. Le total des décaissements en tenant compte du montant qui sera décaissé incessamment, devra atteindre 3.680.085 DTS, soit un taux de 32,71%; et ii) concernant le prêt OFID, le montant décaissé reste très faible, il n'a pas dépassé 3.393.905,42 Dh, soit l'équivalent de 415.919,7819 USD, représentant moins de 4,25% USD. Ce taux devra connaître une nette amélioration avec le décaissement des dépenses en cours de traitement dont le montant est de 12.352.729,28 Dh, soit l'équivalent de 1.430.376 USD, ce qui devra porter le taux de décaissement à 24,34%.

76. Le retard enregistré pour les décaissements s'explique par i) le faible niveau de paiement enregistré durant les premières années du projet du à l'insuffisance des crédits délégués et au retard dans la réalisation des études et travaux; ii) le retard accusé parfois dans la transmission des relevés de dépenses au niveau de la DP et dans la transmission des demandes de décaissement au niveau de la DB; et iii) la défaillance de la communication et de la circulation de l'information entre les différentes parties intervenant dans le circuit de décaissement. En effet, entre la DP, la DB et le FIDA, le retour de l'information n'est pas régulier et parfois les structures concernées ne sont pas informées du rejet de certaines dépenses.

77. La mission souligne la nécessité de veiller à la mise en œuvre des principales recommandations suivantes: i) transmettre régulièrement à la fin de chaque mois les relevés de dépenses et les demandes de décaissement au FIDA; ii) assurer le retour de l'information entre le FIDA, la DB, la Direction financière (DF), la DIAEA, la DP et le point focal du FIDA; et iii) tenir des réunions régulières de l'unité centrale de coordination des projets (MAPM et MEF).

78. **Fonds de contrepartie.** La mobilisation des fonds de contrepartie est considérée comme moyennement satisfaisante. Les fonds délégués au projet, durant les deux dernières années, ont connu une nette amélioration, ils ont atteint plus de 150 millions de Dh, soit 63% des crédits délégués depuis le démarrage du projet et presque 50% du coût total du projet. Cependant, la part de la contrepartie payée reste relativement faible et n'a pas dépassé 8.934.000 Dh, soit environ 15% de ce qui est prévu. Ce faible taux s'explique particulièrement par le retard enregistré dans les paiements liés au retard dans les réalisations et par la faiblesse des crédits de fonctionnement délégués au projet, principalement les indemnités de déplacement.

79. **Respect des accords des prêt.** La mission considère le respect des dispositions de l'accord de prêt comme modérément satisfaisant.

80. Conformément aux dispositions de l'Accord de prêt du projet, un compte spécial a été ouvert auprès de la Trésorerie Générale du Royaume du Maroc et a été alimenté par le Fonds pour un montant de 10 000 000 de DH. Compte tenu du retard enregistré dans les décaissements d'une part et de la souplesse du circuit de la procédure de remboursement d'autre part, le MEF a opté pour cette dernière procédure et préfère faire recours au compte spécial au premier trimestre de l'année 2014 avant la clôture du prêt.

81. L'emprunteur utilise les fonds du prêt pour le financement exclusif des dépenses autorisées conformément aux dispositions de l'Accord de prêt.

82. Les PTBA 2012 et 2013 ont été élaborés et transmis dans les délais au FIDA, ils ont pris en considération les recommandations des missions du FIDA et ils ont été approuvés par cette dernière.

83. **Passation des marchés.** La mission a examiné la majorité des dossiers des marchés et bons de commande lancés et engagés en 2012. Elle considère que la conformité des règles de passation

des marchés est satisfaisante. En effet, grâce aux efforts déployés par la DP, les procédures de passation sont conformes aux dispositions de l'Accord de prêt.

84. Concernant les documents justificatifs de gestion des marchés, la mission souligne que les dossiers de gestion des marchés (engagement, notification, liquidation et ordonnancement) et bons de commande sont bien classés conformément aux recommandations des missions du FIDA. Cependant, il a été relevé quelques insuffisances concernant quelques marchés qui n'ont pas encore été enregistrés et d'autres pour lesquels les attestations d'assurance n'ont pas été fournies par l'adjudicataire. Ajoutons à cela que les attachements des marchés ne sont pas archivés avec les décomptes correspondants.

85. **Audit.** L'appréciation de la mission pour l'audit est satisfaisante. Les audits du projet sont établis et transmis régulièrement au FIDA chaque année depuis le démarrage du projet, par l'Inspection Générale des Finances (IGF). Pour l'exercice 2012, l'audit a été réalisé en avril 2013 et le rapport devra être transmis dans les délais. La qualité des rapports est globalement satisfaisante, à l'exception des états financiers qui ne sont pas joints et de l'opinion des auditeurs qui n'est pas formulée sur les états financiers et les ECD.

86. Par ailleurs, il y a lieu de signaler que la mission a, en présence du représentant du service financier du FIDA et du point focal du FIDA, tenu des réunions avec les responsables de la Direction du Budget du MEF, de la DF et de la DIAEA du MAPM lors desquelles a été examinée la situation des décaissements des prêts FIDA et OFID, la situation du fonds de contrepartie et les rapports d'audit. La mission a informé les responsables des directions précitées sur les nouvelles directives du FIDA en matière d'audit et notamment sur la nécessité de fournir trois opinions distinctes sur les états financiers avec leur intégration dans le rapport, sur les ECD et sur la situation du compte spécial. Les représentants de la DB se sont engagés à saisir l'IGF dans ce sens.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Activer les paiements et la transmission des relevés de dépenses à la DB et des demandes en instance à la DB (9,19 millions de Dh pour le FIDA et 12,13 millions de Dh pour l'OPEP)	DP et DB	Avant le 10/6/2013 et à la fin de chaque mois
Assurer la rigueur requise en matière d'instruction des relevés de dépenses et de respect des catégories de dépenses	DP	Continu
Assurer la tenue à jour des registres principalement celui des contrats par dépenses	DP	A la fin de chaque mois
Veiller à l'enregistrement des marchés et à la fourniture des polices d'assurances dans les délais	DP	Continu
Saisir l'IGF pour l'intégration des états financiers et la formulation de l'opinion des auditeurs sur ces états	DB	Avant le 10/6/2013

## F. Durabilité

87. La mission a évalué la durabilité du projet comme étant **modérément satisfaisante**. En effet, cette durabilité est variable selon les types d'actions réalisées: i) pour les actions de développement de l'élevage et grâce aux groupements ANOC, la durabilité technique et institutionnelle est satisfaisante; ii) en ce qui concerne les pistes, la durabilité est satisfaisante en raison de la qualité des travaux et de l'engagement des CR pour la prise en charge de la maintenance. Toutefois, cette durabilité pourra être renforcée si le revêtement de ces pistes est pris en charge par le FDR; ii) pour les autres actions, sur le plan technique, la durabilité est très satisfaisante; par contre, sur le plan institutionnel, la durabilité est incertaine car les organisations en charge (AUEA, AUPE, associations et coopératives) ne sont pas en mesure de gérer durablement ces actions.

## G. Impacts

88. Etant donné que la réalisation des actions a pris du retard, les impacts commencent à peine à être ressentis, notamment au niveau de l'amélioration des conditions de vie (pistes) et de

l'amélioration des revenus à travers les AGR, les groupements ANOC, les pistes, PMH et les formations. Néanmoins, l'absence d'un système de suivi performant ne permet pas, à ce stade, de quantifier ces impacts; mais la majorité des éleveurs interviewés lors des visites de terrain soulignent l'amélioration de la rentabilité pour les groupements encadrés par l'ANOC, les agriculteurs ayant bénéficié de la PMH, soulignent l'amélioration d'une fois et demie de l'apport en eau au niveau des parcelles, ce qui a un impact direct sur les rendements et les bénéficiaires des AGR soulignent la génération de revenus complémentaires suite à la vente des produits.

## H. Conclusion

89. Globalement, le projet a connu des avancées importantes qui ont permis d'améliorer la situation des réalisations et de réduire les risques de non atteinte de ces objectifs. Cependant, et pour rattraper les retards, la mission recommande ce qui suit:

- l'organisation de la direction du projet et de l'assistance technique à travers la désignation des spécialistes-matières parmi le personnel de la DPA qui assureront le suivi et l'encadrement des techniciens de l'assistance technique, l'établissement de programmes de travail mensuels et leur suivi par la direction du projet.
- l'organisation d'une réunion avec la Direction de l'ONCA pour la mobilisation et la participation des CT dans la mise en œuvre du projet;
- l'accélération de la réalisation des actions des composantes de développement de la production agricole (végétale et animale);
- l'activation des actions de promotion de micro- entreprises à travers la dynamisation de l'assistance technique chargée de l'appui à la mise en œuvre de cette composante et la mobilisation de fonds complémentaires de financement, notamment auprès de la SFDA, de l'INDH, du FDA, de la Fondation Mohammed V pour la solidarité, de l'ADS, etc.;
- un meilleur choix des sites pour les actions afin qu'elles répondent mieux aux vocations des zones concernées, en s'assurant de la faisabilité technique et socio-économique de ces actions;
- la mise en place d'un système de suivi-évaluation qui permette la collecte de données non seulement sur les réalisations physiques, mais également sur le nombre de bénéficiaires (en distinguant hommes et femmes) et les effets et impacts du projet, notamment en termes de gains acquis par les diverses interventions du projet, de création d'emplois, d'amélioration des rendements, d'augmentation des revenus, etc.;
- l'intensification de l'encadrement des organisations de base (coopératives et associations) pour assurer leur appropriation des actions du projet et préparer une stratégie de sortie pour le projet;
- l'activation des paiements et la transmission régulière des relevés de dépenses par la DP à la DB et la transmission des demandes de décaissement par la DB au FIDA et à l'OFID pour améliorer le taux de décaissement et ce conformément aux engagements pris pour assurer un taux de décaissement de 60% à fin juin;
- la tenue de réunions mensuelles avec la direction du budget du Ministère de l'Economie et des Finances, dans le cadre de l'unité centrale de coordination des projets FIDA, pour suivre l'évolution de la situation des décaissements;
- l'amélioration de la qualité des rapports d'audit en y intégrant les états financiers tels que définis par le FIDA et l'opinion des auditeurs sur ces états.

## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

### Faits essentiels

Pays	Maroc	No. du projet	1338	No. du prêt/don DSF	685
Projet	Projet de développement rural dans le Moyen Atlas oriental			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	08/05/2013			Conditions de financement	I
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	5	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	29/04/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	14/10/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2005			Coût total	44.21	
Accord	14/02/2006	Délai d'entrée en vigueur	15.7	FIDA Total	16.21	
Entrée en vigueur	28/03/2007	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	16.21	26.37%
Examen à mi-parcours	15/08/12			Don DSF		
Achèvement	31/03/2015	Dernier amendement		Don FIDA		
Clôture	30/09/2015	Dernier audit	09/04/2013	Financement national total	18.19	4%
Nbre de prolongations	0			Bénéficiaires	1.22	0%
				Gouvernement (National)	16.97	70%
				Cofinancement total	9.81	
				OFID	9.81	4%

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	2	2	2. Exécution du S&E	5	3
3. Fonds de contrepartie	3	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	5
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	3	5	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Coordination et gestion du projet	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. Appui serv. financiers proximité & microentreprise	2	2	2. Autonomisation	3	3
3. Intensification et diversification de la production agricole	4	3	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	3
4. Aménagements et infrastructures socio-économiques	3	5	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	5
5. Renforcement des capacités locales	4	4	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

#### B.5 Justification des notes

Les efforts déployés au niveau de la coordination et de la gestion ont permis des améliorations notables, ce qui s'est traduit par des impacts significatifs, principalement sur les infrastructures socio-économiques et sur les réalisations financières. Cependant, l'impact de ces efforts est resté limité pour la composante intensification et diversification de la production agricole et la composante appui aux services financiers et micro-entreprises. Par ailleurs, l'insuffisance des ressources humaines, liée entre autres au détachement des CT de la DPA, a eu des répercussions négatives sur l'accompagnement de proximité et le suivi, engendrant une insuffisance d'appropriation des projets par les bénéficiaires.

## Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	4

#### Justification des notes sur l'avancement global de l'exécution

Globalement, le projet a connu une nette amélioration sans toutefois pouvoir rattraper le retard accumulé pendant les premières années. Au niveau des composantes infrastructures socio-économiques et organisation et gestion du Projet, les avancées sont très significatives. Cependant, les composantes intensification et diversification de la production agricole et appui aux services financiers et micro-entreprises connaissent toujours des retards et ce malgré les efforts déployés par l'équipe du projet. Le ciblage et l'équité sont relativement bien respectés.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

#### Justification des notes sur les objectifs de développement

La probabilité de réalisation des objectifs du projet s'est relativement améliorée, principalement pour ce qui concerne les conditions de vie des populations, vu les améliorations enregistrées pour les infrastructures socio-économiques. Cependant, les risques persistent pour tout ce qui concerne l'amélioration de la productivité et des revenus et ce en raison du retard enregistré pour la composante micro finance et micro-entreprise et pour la composante intensification et diversification de la production agricole.

#### C.5 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	En dépit des améliorations importantes enregistrés au niveau des crédits mobilisés, des engagements et des paiements, des retards persistent en matière de décaissements des fonds prévus par le projet.
Avancement de l'exécution du projet	Malgré les efforts entrepris, l'avancement lent au niveau de certaines composantes par rapport aux prévisions du projet risque d'affecter l'atteinte de certains objectifs relatifs à l'amélioration des productions et des revenus (voir C3 ci-dessous).
Produits et réalisations	Le retard accumulé dans la réalisation de certaines actions d'intensification de la production agricole, des AGR et micro-entreprises d'une part, et l'insuffisance de l'encadrement de proximité d'autre part, risquent d'affecter l'atteinte des produits prévus pour ces composantes.
Durabilité	L'insuffisance dans l'encadrement de proximité et le retard dans la formation et l'organisation des populations (associations et coopératives), qui est à la base de la démarche de mise en œuvre du projet, affecteront la durabilité des actions du Projet.

## Suivi proposé (état d'avancement des recommandations de la précédente mission de supervision)

Question/problemème	Mesure recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Aménagement et infrastructures socio-économiques.	Lors des discussions avec les bénéficiaires, un engouement pressant se fait sentir pour la réalisation prioritairement de systèmes d'irrigation (seguias) et dans certains cas de pistes rurales. Pour ces dernières, la question de maintenance et donc de durabilité reste à résoudre. En effet, les bénéficiaires ne semblent pas s'engager sur cette voie et cela particulièrement pour les pistes. Compte tenu de l'importance des investissements pour ces infrastructures, la mission recommande d'étudier plus en profondeur cette question, notamment avec les autorités communales et le Ministère chargé de l'équipement afin de trouver une solution à cette question.	Fin septembre 2013	Pour les pistes, le Projet a signé des conventions de partenariat avec les CR à travers lesquelles les dernières prennent en charge la maintenance des pistes. Cependant, concernant les infrastructures d'irrigation, des difficultés persistent pour ce qui concerne la création de nouvelles AUEA d'une part et les AUEA existantes n'assurent pas suffisamment leur rôle de gestion de ces infrastructures.
Gestion financière.	Le FIDA a convenu avec le gouvernement de mettre en place une unité conjointe (MAPM, MEF) qui serait chargée de suivre les décaissements et de faciliter la mise en œuvre des actions du projet au niveau central.	Fin septembre 2013 et à la fin de chaque mois	Une personne a été désignée au niveau de la DIAEA. Les relevés de dépenses sont transmis régulièrement à la direction du budget, et l'unité a tenu dernièrement une réunion; mais un suivi régulier de la part du MAPM doit être assuré pour suivre la transmission des demandes de décaissement par la direction du budget.
Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise.	La mission recommande de recruter dans les meilleurs délais un spécialiste en microfinance/micro-entreprises et de s'atteler à exécuter cette activité, notamment en faisant appel à des AMC ayant de l'expérience dans le domaine et ouvrant les possibilités de coopération à d'autres partenaires comme l'INDH qui semble au niveau provincial intéressé par ce type d'action qui pourrait améliorer les interventions dans le domaine de la mise en œuvre des actions génératrices de revenus.	Fin juillet 2013	Conformément aux recommandations de la mission d'examen à mi-parcours (suppression de l'engagement d'une AMC et mobilisation d'une AT), le projet a engagé une assistance technique qui prend en charge la mise en œuvre de la sous- composante promotion de la micro entreprise
Conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt.	La DPA a rempli certaines conditions d'entrée en vigueur du prêt, notamment la mise en place de l'UGP au sein de la DPA de Boulemane (locaux séparés), la nomination de son directeur, d'un responsable de suivi-évaluation ainsi que d'un sociologue et d'un cadre spécialiste en phytiairie. En outre, l'ingénieur du génie rural, le forestier et le spécialiste en microfinance et micro-entreprises n'ont pas encore été déployés.	Fin juillet 2013	Deux GR, un agroéconomiste, deux techniciens. en génie rural, un topographe, 2 techniciens. en élevage et un technicien. en production végétale ont été recrutés par contrat AT. Le spécialiste en micro entreprise est prévu dans le contrat de l'AT en charge de la promotion de la micro entreprise.

### Recommandations de la mission de supervision 2013

Renforcement des capacités	Renforcement de l'encadrement et du suivi de proximité des organisations et des bénéficiaires afin d'assurer la durabilité des actions du Projet		Continu
Résultats et produits	Veiller à un meilleur ciblage des sites d'implantation des actions de développement agricole en cohérence avec la vocation des zones		Continu
Décaissement	Activer les paiements par la direction du projet et la transmission des demandes de décaissement par la Direction du Budget pour améliorer le taux de décaissement		Continu





## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Description du projet	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>Objectif global:</b>			
Les conditions de vie et de revenu des ménages pauvres des douars ciblés par le projet sont améliorées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ A l'achèvement du projet, le nombre de ménages dont l'indice d'accumulation de biens s'est amélioré, a augmenté 10%.</li> <li>▪ A l'achèvement du projet, la taille des enfants de moins de 5 ans ainsi que leur poids se sont améliorés de 20%</li> <li>▪ A l'achèvement du projet, le taux d'alphabétisation a augmenté de 10% chez les femmes et de 5% chez les hommes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Enquête sur les impacts du projet au démarrage et à l'achèvement du projet.</li> </ul>	Poursuite de la politique nationale de lutte contre la pauvreté Synergie avec les Programmes Nationaux et Sectoriels (routes rurales, eau potable pour les populations rurales, électrification rurale, appui environnemental, etc.)
<b>Objectif du Projet</b>			
<b>Résultats du Projet</b>			
<b>Comp. 1: Renforcement des capacités locales</b>			
1.1 Le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local impliquant les différents acteurs sociaux concernés est opérationnel. 1.2 La participation des femmes et des jeunes dans le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local est renforcée. 1.3 L'encadrement du projet et des partenaires est formé à l'approche participative.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Au terme du projet, 70% des plans de développement de douars (PDD) sont agréés par le projet et mis en exécution par les OB.</li> <li>▪ Au terme du projet, les groupes sociaux défavorisés (femmes et jeunes) sont représentés par au moins un membre dans les OB d'au moins 50% des douars ciblés ou disposant de leur propre organisation.</li> <li>▪ Au moins 20 de microprojets sont déposés par les femmes et réalisés).</li> <li>▪ 70% du personnel de la DP ayant bénéficié d'une formation en démarche participative</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rapports annuels de l'UGP</li> <li>▪ Fiches de suivi.</li> <li>▪ Rapport d'achèvement</li> <li>▪ Evaluation par les bénéficiaires</li> </ul>	Faible mobilisation des femmes en raison du poids des coutumes traditionnelles et de l'insuffisance des animatrices rurales

Description du projet	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>Comp. 2: Aménagements et infrastructures socio-économiques</b>			
<p>2.1 Les infrastructures collectives de PMH, réalisées dans le cadre des PDD sont gérées rationnellement par les communautés.</p> <p>2.2 La gestion de l'environnement naturel est améliorée et le processus d'érosion et d'envasement du barrage est diminué.</p> <p>2.3 Les pistes rurales et les systèmes d'AEP, réalisées dans le cadre des PDD sont régulièrement entretenus.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 70% de séguías prévues sont revêtus et 80% des seuils sont aménagés.</li> <li>▪ Au terme du projet, l'irrigation sera renforcée et améliorée par la mise à disposition de volumes d'eau plus importants.</li> <li>▪ Au terme du projet, 80% des infrastructures de PMH sont gérées et entretenues par un comité d'usagers ou une OB.</li> <li>▪ Au terme du projet, 70% des AUEA sont fonctionnelles.</li> <li>▪ 300 ha épierrés et 2240 ha ont été plantés en plantations fruitières.</li> <li>▪ 70% de superficies épierrées ont été plantés.</li> <li>▪ Les bénéficiaires sont organisés pour l'entretien des aménagements de CES.</li> <li>▪ Au terme du projet, 60% des berges menacées de sapement sont protégées.</li> <li>▪ Au terme du projet, 60% des pistes rurales sont gérées et entretenues par la commune en association avec le projet et les bénéficiaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rapport de supervision</li> <li>▪ Enquête sur les impacts du projet</li> <li>▪ Rapport de clôture</li> <li>▪ Evaluation par les bénéficiaires</li> <li>▪ Rapports d'activités de l'Unité de gestion du projet</li> </ul>	<p>Les membres formés des organisations d'usagers n'assurent pas la démultiplication de la formation</p> <p>La commune rurale manque de moyens d'entretien des pistes</p>

Description du projet	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>Comp. 3: Intensification et diversification de la production agricole</b>			
<p>3.1 Les systèmes de culture adaptés aux conditions naturelles sont diversifiés et intensifiés.</p> <p>3.2 Les parcours et les terres labourées sont réhabilités et gérés rationnellement par les éleveurs organisés dans le cadre d'un schéma participatif d'aménagement.</p> <p>3.3 Les systèmes d'élevage sont adaptés aux conditions naturelles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 50% des exploitations de la zone du projet ont introduit au moins une technique.</li> <li>▪ Réduction des superficies céréalières de 20% au profit des cultures maraichères et plantations arboricoles.</li> <li>▪ Amélioration des rendements des principales cultures de 15%.</li> <li>▪ 3100 ha de plantations fruitières et 1 200 ha d'arbustes fourragers réalisés.</li> <li>▪ 20 ha de safran cultivés.</li> <li>▪ La production pastorale et fourragère est augmentée de 10% au terme du projet.</li> <li>▪ 70% de points d'eau créés ou aménagés sont bien gérés par les ayants droits et de la productivité du troupeau a augmenté de 15%.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Enquêtes sur les impacts du projet</li> <li>▪ Rapport de supervision</li> <li>▪ Rapport de clôture</li> <li>▪ Evaluation par les bénéficiaires</li> <li>▪ Rapports d'activités de l'Unité de gestion du projet</li> </ul>	
<b>Comp. 4: Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise.</b>			
<p>4.1 Le micro-crédit fonctionne à travers les AMC et l'accès au crédit moyen terme est facilité.</p> <p>4.2 L'appui des populations locales à la création des micro-entreprises est renforcé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Au moins une antenne du SFDA est fonctionnelle dans la zone du Projet</li> <li>▪ Au moins 40 AGR ont obtenu un cofinancement pour leur AGR</li> <li>▪ Au terme du Projet au moins 10% des agriculteurs ont obtenus des financements du SFDA pour leur petits projets</li> <li>▪ Au terme du projet au moins 40 entreprises et AGR seront créées.</li> <li>▪ Le taux de micro-entreprises opérationnelles parmi celles créées est de 70% au terme du projet.</li> <li>▪ Au terme du projet, 50% des femmes ayant bénéficié de formations thématiques (y inclus alphabétisation fonctionnelle et post alphabétisation) sont engagées dans des activités génératrices de revenus.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rapport de supervision</li> <li>▪ Rapport de clôture</li> <li>▪ Rapport d'auto-évaluation du projet</li> <li>▪ Evaluation par les bénéficiaires</li> <li>▪ Enquêtes sur les impacts du projet</li> <li>▪ Rapports d'activités de l'Unité de gestion du projet</li> </ul>	



## Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Doter le projet de ressources humaines supplémentaires par l'affectation de cadres du MAPM ou par le biais de l'assistance technique et de lui affecter les moyens matériels et de fonctionnement nécessaires	Meilleurs délais	MAPM et DP	Réalisé partiellement
	Etablir un plan d'action pour accélérer la cadence de réalisation des activités du projet avec des échéances précises	Meilleurs délais	DP	Fait avec l'appui du FIDA
	Tenir aussitôt que possible des réunions avec les partenaires du projet pour lever les obstacles à une collaboration totale pour la réalisation des activités prévues	Meilleurs délais	DP	Fait
	Accélérer l'établissement d'une convention-cadre de partenariat avec les services techniques provinciaux des autres départements, tel que proposé par le gouverneur de la Province, pour assurer la convergence de leurs interventions respectives dans la zone du projet, ainsi que de conventions spécifiques de partenariat, notamment avec la DPEFLCD et l'ANOC	Meilleurs délais	DP/Province	Non réalisé
	Intensifier le suivi du projet par les directions centrales concernées et d'instituer un comité de suivi au niveau de la direction régionale de l'agriculture qui puisse apporter un appui permanent à l'équipe du projet et en suivre de façon rapprochée l'état d'avancement	Continu	DP	Fait pour la composante infrastructure et non pour les autres composantes
Durabilité	Elaborer, au début de 2013, une stratégie de sortie du projet pour garantir la durabilité des réalisations après son achèvement	Début 2013	DP	Non réalisé
Aspects fiduciaires	Renforcer le budget du projet pour rattraper, au cours des deux années restantes, les retards accumulés et d'allouer aux CT les crédits nécessaires, et ce afin d'atteindre des taux normaux de mise en œuvre des activités et de décaissement des prêts	Début 2013	MAPM et DP	Fait

Autres	Préparer les dossiers d'appel d'offres pour 2013 avant la fin de 2012, de lancer les marchés correspondants fin 2012 et au plus tard début 2013 et d'engager ceux de 2014 avant la fin de 2013 sur les crédits d'engagement			
	Accélérer les paiements et la transmission mensuelle des relevés de dépenses			
	Tenir des réunions périodiques et rapprochées avec la direction du budget du Ministère de l'Economie et des Finances, dans le cadre de l'unité centrale de coordination des projets FIDA, prévue dans le COSOP, pour suivre les réalisations financières du projet, notamment en matière de décaissements	Réunions régulière	MAPM, DB, point focal et DP	Une réunion a été au début mai 2013
Autres	Saisir le Fonds de l'OPEP pour la prolongation de leur prêt une fois que les dernières demandes de décaissement lui auront été envoyées	Dans les meilleurs délais	DP et MEF	Fait
	Procéder aux ajustements proposés dans le rapport d'examen à mi-parcours, essentiellement pour les composantes et sous-composantes CES, développement de la production agricole pour ses deux volets végétal et animal et appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise	Dans les meilleurs délais	MAPM et DB	Fait

## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Composante/ Sous-composante ou produit			Période: 1/1/2012 au 30/04/2013			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré évaluation	%	Réajustement examen à mi- parcours	
	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%					
Composante1: Renforcement des capacités locales										
	Sous-composante Animation et appui à l'élaboration des PDD									
	Elaboration des PDD	PDD	SVA	0	0		150	150	100%	150
	Aménagement des locaux	M2	SMOP	0	0		150	150	100%	150
	Sous-composante Formation des populations									
	Contrat pour formateurs en alphabétisation	Pers. année	SVA	20	0	0	23	48	76%	30
	Formation des associations et/ou coopératives	session	SVA	10	6	28%	9	26	39%	21
	Voyage d'échange	voyage	SVA	6	0	0	0	12	0	12
	Organisation de foires	nombre	SVA	1	0	0	0	0	0	2
	Production de supports	forfait	SVA	12	0	0	0	24	0	12
	Création d'un site web	unité	SVA	0	0	0	0	0	0	1
	Représentants et fonctionnaires formés (SYGRI)	Homme	SVA	15	11	73%	20	15	133%	
		Femme		5	3	60%	5	4	125%	
Composante 2: Infrastructures socio-économique										
	Sous-composante PMH									
	Aménagement de Khetaras	Km	SMOP	0	0,16		0,53	1	0,53%	1
	Aménagement de sources	Unité	SMOP	0	4		4	3	133%	3
	Construction d'ouvrage de dérivation	Unité	SMOP	3	3	100%	9	19	47%	19
	Revêtement de seguia	Km	SMOP	20	23,9	119%	46,3	106	43,68%	106
	Etudes	Forfait	SMOP	1	0	0%	3	3	100%	3
	Formation des associations	AUEA	SMOP	28	0	0%	28	56	50%	56

<b>Sous-composante pistes et AEP</b>									
<u>Pistes</u>									
Etudes	Forfait	SMOP	1	0,74	74%	100%	1	0,74%	1
Travaux	Km	SMOP	20	37,16	186%	37,16	114	32,6	114
Formations commune	Session	SMOP	0	0	0%	0	2	0%	2
<u>AEP</u>									
Alimentation en eau potable	Douar	SMOP	2	2	100%	2	14	14%	14
Formation	Session	SMOP	0	0	0%	0	12	0%	12
Voyage	Voyage	SMOP	0	0	0%	0	10	0%	10
<b>Sous-composante CES</b>									
<u>Travaux</u>									
Stabilisation de berges	M3	SMOP	4000	5330	133%	12330	20000	37,14%	33200
Correction des ravins	M3	SMOP	4000	0	52%	8800	30000	52,38%	16800
Murettes, cordons et épierrage	Ha	SMOP	50	0	37%	117	1500	36,9%	317
Stabilisation de murettes	Ha	SMOP	300	0	0%	300	3900	0	300
Plantations fruitières	Ha	SMOP	100	240	240%	240	3000	10,7%	2240
Captage eau-citerne	M3	SMOP	1200	0	27%	400	600	26,67%	1500
Formation	Pers. semaine	SMOP	10	0	33%	8	24	33,33%	24
Voyages	Voyage	SMOP	0	0	0%	0	4	0	4
Sensibilisation bénéficiaires	Session	SMOP	30	0	10%	6	60	10%	60
Démonstrations	Session	SMOP	2	0	0%	0	60	0%	60
Etudes	Forfait	SMOP/DPEFLCD	0	0	0%	8	10	80%	10
<b>Composante 3: Développement de la production agricole</b>									
<b>Sous-composante développement de la production végétale</b>									
Développement et extension des plantations fruitières		SVA	360	115	31,94	436	3000	56,29%	775
Mise en place et développement des safranières	Ha	SVA		0	0%	0	150	0%	20
Formation des agriculteurs	Sessions	SVA	3	16	533%	26	38	68%	38



	<i>Voyages d'étude agriculteurs</i>	Journées	SVA	2	0	0%	4	14	29%	14
	<i>Formation cadres et techniciens.</i>	Session	SVA	0	9		15	28	54%	28
		Journée	SVA	6	0	0%	0	26	0%	0
	<i>Voyages cadres et techniciens.</i>	Sites	SVA	19	0	0%	7	37	19%	37
	<u><i>Démonstrations</i></u>									
	<i>Démonstrations visant la production démonstrations goutte-à-goutte</i>	Ha	SVA	10	0	0%	0	30	50%	30
	<i>Démonstrations transformation et valorisation</i>	Unité	SVA	0	0	0%	0	3	0%	1
		Session	SVA	0	0	0%	0	4	0%	4
		Forfait	SVA	1	0	0%	0	1	0%	1
	<i>Recherche-développement</i>									
	<b><i>Sous-composante amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage</i></b>									
	<u><i>Travaux</i></u>									
	Réhabilitation et création de puits	Unité	SMOP	4	4	100%	6	26	23%	14
	Abri anti-neige	Unité	SMOP	0	0	0%	0	6	0%	0
	Mise en défens sur parcours	Ha	SVA	0	0	0%	0	25000	0%	10000
	Plantation fourragères	Ha	SVA	0	0	0%	0	500	0%	500
	Plantation fourragères intercalaires	Ha	SVA	200	0	0%	0	500	0%	500
	Organisation de concours	Concours	SVA	0	0	0%	0	6	0%	2
	Aménagement de bâtiments	Bureau	SMOP	0	0	0%	0	7	0%	7
	Amélioration sylvo-pastorale	Ha	SVA	0	0	0%	0	500	0%	200
	Reboisement	Ha	SVA	0	0	0%	0	690	0%	100
	Mise en défens du reboisement	Ha	SVA/DPEFLCD	0	0	0%	0	2720	0%	0
	Reboisement énergétiques	Plants	SVA/DPEFLCD	0	0	0%	0	30000	0%	30000
	Promotion de fours améliorés	Forfait	SVA/DPEFLCD	0	0	0%	0		0%	
	<u><i>Développement de l'élevage</i></u>									
	Promotion de l'apiculture	Ruches	SVA	0	0	0%	509	1200	42%	1200

Promotion de l'élevage ovin caprin laitier	Ménage	SVA	0	0	0%	299	120	249%	120
Création et encadrement des groupements ANOC	Forfait	SVA		4	100%	4	4	100%	8
Rétrocession de béliers	Bélier	SVA	50	60	133	308	50	80%	380
Rétrocession de boucs	Bouc	SVA	50	30	0%	40	40	80%	50
Organisation de concours	Concours	SVA	6	0	0%	0	6	0%	2
Vaccination entérotoxémique	Forfait	SVA/ONSSA				687257			
Traitement de déparasitage	Forfait	SVA/ONSSA				687257			
Lutte contre la varroase	Ruche	SVA/ONSSA		0	0%	2000	11700	17%	11700
Caractérisation des systèmes sylvo-pastoraux	Forfait	SVA	1	0	0%	0,5	1	50%	1
Caractérisation des systèmes d'élevage	Forfait	SVA				1	1	100%	1
Formation	Session	SVA	5	0	0%	7	12	58%	
Voyage	Voyage	SVA	0			12	20	60%	
Journée de sensibilisation	Journée	SVA	0			37	17	217%	
<b>Composante 4: appui aux services financiers et promotion de la micro entreprise</b>									
<b>Sous-composante diffusion du microcrédit</b>									
Formation en finance rurale	Forfait	SVA	0	0		0	1	0%	
Contrat de mise en œuvre de microcrédit	Forfait	SVA	0	0		0	1	0%	
Etude d'impact	Forfait	SVA	0	0		0	1	0%	
<b>Sous-composante montée en gamme du microcrédit</b>									
Etude sur le mode de garantie	Forfait	SVA	0	0			1		
Contrat d'appui à une AMC	Forfait	SVA	0	0			1		
Assistance technique à l'adoption de procédure	Per. mois	SVA	0	0			0,75		
<b>Sous-composante promotion de la micro entreprise</b>									
Renforcement et appui aux AGR		SVA	1	1	100%	1	1	100%	1
Micro entreprise/OPA/AGR		SVA	30	0	0%	0		0%	40

	Formation sur la gestion des micro- entreprises, AGR, et coopératives		SVA	8	0	0%	0		0%	10
	Subvention aux associations pour démonstration		SVA	2	0	0%	0		0%	2
<b>Composante 5: coordination et gestion du projet</b>										
	<u>Bâtiments</u>									
	Réhabilitation de salle de réunion	M2	SMOP	50	50		50	50	100%	50
	Construction de bureaux	M2	SMOP					50	0%	50
	<u>Personnel</u>									
	Spécialistes matières	Pers. année	UGP					16		
	<u>Suivi évaluation</u>									
	Atelier de démarrage	Forfait	UGP				0	1	0%	1
	Enquête de base	Forfait	UGP				0	1	0%	1
	Système de SE	Pers. mois	UGP					2		2
	Etude d'impact	Forfait	UGP				0	1	0%	1
	Enquêtes anthropométriques et sur l'accumulation des biens	Forfait	UGP				1	1	100%	1
	Centre de documentation									
	Aménagement de salle	M2	SMOP					50		50



## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Bailleur de fonds	Pré évaluation (en milliers d'USD)	Décaissements (en milliers d'USD)	Pourcentage décaissé
Prêt FIDA	16 206,00	4 623,74	28,53
Don FIDA			
Cofinancier	9 809,00	415,92	4,24
Gouvernement	7 162,00	1 324,33	18,49
Bénéficiaires	1 221,00		
Total	34 399,00	4 652,27	13,52

**Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)**

Composante	Prêt du FIDA			Don du FIDA			Cofinanceur			Gouvernement			Contribution national 1			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé Effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé Effective	%
Renforcement des capacités locales	1231	342,02	27,78							704	67,35	9,57				1 935	409,36	21,16
Aménagement et infrastructures socio-économiques	6217	3105,37	49,95				9810	1168,73	11,91	2944	861,91	29,28	724			19695	5136,01	26,08
Intensification et diversification de la production agricole	6469	691,23	10,69							2427	89,06	3,67	497			9 393	780,29	8,31
Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise	1551	36,76	2,37							221	7,35	3,33				1 772	44,12	2,49
Coordination et gestion du projet	737	748,22	101,52							866	298,21	34,44				1 603	1046,44	65,28
Imprévus																		
Total Général	16206	4923,61	30,38				9810	1168,73	11,91	7162	1323,89	18,48	1221			34 399	7416,22	21,56

**Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 30/4/2013)**

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de décaissement	Solde	Décaissement (%)
I	Aménagements hydrauliques et travaux (à l'exception des sous-composantes 2.2 et 2.3)	4 760 000	4 760 000	12 947 30,49	31 071 8,78	34 652 69,51	27,20
II	Véhicules	230 000	230 000	0	0	230 000	0,00
III	Equipements et matériels	1 960 000	1 960 000	33 515 7,87	10 828,63	16 248 42,13	17,10
IV	Formation, animation, études et assistance technique	1 110 000	1 110 000	29 575 7,61	14 255 8,5	8 142 42,39	26,64
V	Contrats de prestations de services	207 000	207 000	19 597 7,41	28 559 7,37	18 740 22,59	9,47
	Versement initial			84 543 3,7		84 543 3,7	
	Imprévu	11 250 000	1 120 000	0	0	1 120 000	
	Total	11 250 000	11 250 000	29 670 57,08	74 970 3,29	8 282 943	26,37





## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
<b>Section 2.03</b>	L'Emprunteur doit ouvrir et administrer un compte spécial du prêt en MAD; le Fonds effectue en son nom un ou plusieurs retraits du Compte de prêt à hauteur d'un montant global équivalent de 10 millions de MAD		Compte ouvert et versement de 10 millions de MAD effectué	Compte tenu du taux de décaissement faible, le MEF préfère faire recours au compte spécial au premier trimestre 2014 avant l'achèvement du projet.
<b>Section 2.04</b>	L'emprunteur utilise les fonds du prêt pour le financement exclusif des dépenses autorisées conformément aux dispositions de l'Accord de prêt		Disposition respectée	
<b>Section 3.02</b>	L'UGP prépare annuellement un projet de PTBA	Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non-objection 90 jours avant le début de chaque année budgétaire	Disposition respectée	
<b>Section 3.05</b>	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'annexe 4		Disposition respectée	Des observations ont été formulées par le FIDA sur certains DAO. Celles-ci ont été prises en compte
<b>Section 4.01</b>	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion capable de suivre le projet conformément aux dispositions de la section 8.02 des conditions générales et au guide pratique de suivi-évaluation des projets de développement rural	Août 2007	Disposition respectée, Une application a été mise en place par le FIDA en Juillet 2012, et un registre de dépenses a été mis en place	L'UGP et le SS assurent la gestion et le suivi du projet
<b>Section 4.02</b>	Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	Dans les 3 mois qui suivent la fin de chaque semestre	Disposition non respectée	
<b>Section 4.03</b>	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Mi-parcours	Réalisé en 2012	
<b>Section 5.02</b>	Présentation du rapport d'audit au FIDA	Avant juin 20013	Disposition en cours	Audit effectué en juin et rapport en cours de transmission au FIDA
<b>Annexe 3A.03</b>	L'Emprunteur prend en charge l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services nécessaires au projet.		Disposition respectée	



## **Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation**

### **Apprentissage**

---

L'expérience de la participation de la DP de projet dans les PDD pilotes et dans le suivi de l'ensemble des PDD a constitué un bon apprentissage pour les cadres et agents de développement dans l'application de l'approche participative même si la qualité des PDD n'était pas avec le niveau d'analyse espéré.

---

### **Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision**

---

Les principales innovations relevées à la date de la supervision sont:

- La sous-traitance de l'alphabétisation avec une ONG provinciale qui a permis de faire un travail de qualité, malgré les contraintes qui ont empêché de réaliser les objectifs espérés
  - La mise en œuvre du projet avec l'appui d'une assistance technique qui a permis de rattraper le retard accumulé pendant les premières années et surtout de réaliser des ouvrages de qualité.
-